

## **Le gouvernement Hollande est totalement discrédité ! La solution n'est pas la « 6<sup>e</sup> République » de Mélenchon, mais un gouvernement des travailleurs/ses qui s'attaque au capitalisme**

L'économie française est au plus mal : pas de croissance, un chômage qui monte en flèche, des plans de licenciement qui se succèdent. Le gouvernement n'a qu'une seule feuille de route : améliorer la compétitivité des entreprises françaises en cassant les acquis sociaux. C'est le sens de la transcription de l'accord interprofessionnel sur l'emploi (ANI) dans la loi. Hollande a clairement fait comprendre que le parlement devait exécuter les ordres du patronat : pas un seul amendement ne sera accepté s'il n'est pas validé par le Medef. Et Hollande va continuer les attaques : contre-réforme des retraites à l'automne, « choc de simplification » pour les patrons, poursuite et amplification des exonérations de cotisations patronales, etc.

Alors que Hollande continue à prétendre que « la crise de la zone euro est derrière nous », un accord monstrueux a été imposé par la Troïka sur le dos des travailleurs chypriotes. Décidé par Merkel et accepté par Hollande, il s'agit d'un diktat anti-démocratique (puisque le parlement de Chypre n'a pas eu son mot à dire) et anti-social qui marque un saut qualitatif dans la gestion de la crise. Jusqu'à présent, des plans d'austérité (couplés à des prêts européens) étaient imposés pour éviter un effondrement économique. Désormais, la Troïka refuse de sauver les maillons faibles : une grande partie du secteur bancaire chypriote a été liquidée en une nuit, ce qui provoquera un effondrement économique encore plus important qu'en Grèce. Et le laboratoire chypriote pourrait s'étendre à d'autres pays, comme l'a très clairement fait comprendre le président de l'Eurogroupe.

C'est dans ce contexte qu'a éclaté « l'affaire Cahuzac ». Homme de confiance de Hollande, chantre le plus brillant de l'austérité de « gauche », Cahuzac a été protégé jusqu'au bout par le gouvernement, l'opposition UMP et les médias du système, qui se sont déchaînés contre les journalistes de *Mediapart*. Ses aveux, rendus inéluctables en raison de la progression de l'enquête de juges opiniâtres, retentissent comme un coup de tonnerre, car Cahuzac est tout sauf une exception : il incarne à merveille cette gauche du fric, cette gauche qui sert les patrons, tout en parlant de « justice sociale ». Tous ses petits copains l'ont accablé, ont joué les effarouchés, mais personne n'est dupe : ils l'enfoncent pour essayer de se sauver. Mais il est certain que d'autres têtes vont tomber, car le grand déballage ne fait que commencer. De façon pathétique, Hollande nous a sorti son « choc de moralisation », et chaque politicien tente de prendre les devants en exhibant son patrimoine sur la place publique. Ces tristes pantins de la société du spectacle auront au moins le mérite de nous faire rire !

Ces révélations arrivent au plus mauvais moment pour le gouvernement. Alors qu'il devait passer à la vitesse supérieure dans ses attaques contre les travailleurs/ses, il est désormais totalement délégitimé, et sa duplicité éclate au grand jour. Le « pourfendeur de la finance » s'était non seulement entouré d'un Cahuzac (par ailleurs jadis condamné pour « travail dissimulé » : il avait surexploité une femme sans papier, payée 250 € par mois pour 40h de travail !), mais aussi d'un trésorier de campagne qui avait investi son pognon aux îles Caïman... Moins de 30% des personnes sondées font encore confiance en Hollande, et moins de 20% des ouvriers/ères.

Mélenchon cherche à profiter de la situation : il se rêve en premier ministre de Hollande avec une majorité élargie au Front de gauche. Il appelle à une « marche citoyenne pour la 6<sup>e</sup> République » comme solution à la crise ! Avec le soutien d'Eva Joly, Mélenchon cherche à canaliser la colère populaire dans une solution institutionnelle... avec en fait comme objectif principale de progresser aux municipales et européennes de 2014 ! Cela dit, le Front de gauche refuse toujours de se définir comme opposant à ce gouvernement de bourgeois corrompus ! Il continue de lui apporter un soutien critique. Et encore : la « revendication » immédiate de cette marche, dont la date a été choisie un an jour pour jour après l'élection présidentielle, c'est surtout de demander à Hollande de bien vouloir tenir ses engagements de campagne — ce qui revient à protéger le gouvernement au lieu de s'affronter enfin à lui. Les composantes du Front de Gauche ont des positions souvent dirigeantes dans les syndicats. Mais au lieu de consacrer leurs forces à faire échouer les contre-réformes du gouvernement, elles préfèrent préparer les élections municipales de 2014 ! Nous ne devons surtout pas apporter le moindre soutien, même critique, à une telle marche qui refuse la rupture avec le gouvernement Hollande et propose pour l'avenir une nouvelle République bourgeoise. C'est une opération de diversion.

Nous devons mettre en avant une orientation ouvertement critique et alternative à la sienne, en articulant les deux axes suivant :

1) Nous ne voulons pas changer le numéro de la république, nous voulons changer de société et en finir avec ce système qui nous broie !

Cela ne sera possible que par le pouvoir des travailleurs/ses, qui seul pourra prendre les premières mesures de rupture avec le capitalisme :

- Démantèlement des institutions de l'État bourgeois, mise en place d'institutions nouvelles fondées sur l'auto-organisation à tous les niveaux avec des Assemblées générales souveraines élisant leurs délégué-e-s mandaté-e-s, révocables, indemnisés au niveau du salaire moyen des travailleurs/ses ;
- Égalité des droits politiques et sociaux pour toutes et tous : Français/étrangers, hommes/femmes, homo/hétéro... ;
- Sortie du nucléaire en moins de 10 ans, et planification de l'économie qui permettra de satisfaire les besoins sociaux tout en éradiquant les productions nuisibles et les gaspillages actuels ;
- Expropriation sans indemnités et nationalisation des grands groupes capitalistes, production sous contrôle ouvrier ;
- Interdiction des licenciements et partage du travail entre toutes et tous ;
- Rupture avec l'Union européenne capitaliste, monopole du commerce extérieur et accords commerciaux équitables, sortie de l'euro et mise en place d'une monnaie inconvertible (unité de compte) émise en fonction de ce qui est produit dans l'économie réelle ;
- Mesures d'aide à l'extension du processus révolutionnaire aux autres pays d'Europe et du monde...

Cela n'est certes pas pour tout de suite, mais c'est cet objectif que nous devons mettre en avant ouvertement aujourd'hui. C'est à cet objectif qu'il nous faut gagner toutes celles et ceux qui sont à juste titre écoeuré-e-s par le système en crise et ses politicien-ne-s corrompu-e-s. C'est en défendant sans complexe ces perspectives révolutionnaires que nous pourrions éviter qu'ils/elles ne se fassent dupé-e-s par les illusions réformistes du Front de gauche. C'est d'autant plus nécessaire que l'extrême droite, pourtant elle aussi liée aux hautes sphères du capital financier, tente de profiter de la situation pour défendre à une échelle de masse ses « solutions » démagogiques, racistes, voire fascisantes.

2) Dans l'immédiat, l'urgence n'est pas d'aider Mélenchon et le Front de gauche à faire parler d'eux... en commençant à préparer les municipales de 2014 ! Mais c'est de combattre le gouvernement Hollande, de réaliser le « tous ensemble » pour mettre en échec toutes ses attaques. Derrière la crise politique, la crise sociale continue de se développer. Nous ne devons pas oublier que les principales luttes actuelles se font sur le terrain des revendications contre les licenciements et les contre-réformes de Hollande-Ayrault (grève des PSA Aulnay, mobilisation dans l'éducation nationale contre la réforme des rythmes scolaires et la loi Fioraso, etc.). Le discrédit irréversible du PS au pouvoir doit être vu comme une aubaine car il efface les dernières illusions qu'il y avait envers lui, il permet de faire comprendre à une échelle de masse que la seule solution passe par la montée en puissance de la lutte des classes :

- Battons-nous dans l'objectif d'un affrontement majeur avec le patronat et le gouvernement, pour le tous ensemble et la grève générale ;
- Imposons la rupture de nos organisations syndicales et du Front de gauche avec le gouvernement, pour le « front unique ouvrier » dans la lutte des classes : zéro licenciement, abrogation de l'ANI et de la loi qui est en train d'en sortir, retrait des contre-réformes Peillon dans l'Éducation, contre l'austérité dans les services publics, contre la répression des syndicalistes, des jeunes des quartiers, des sans-papiers ;
- Retrait des troupes au Mali, soutien aux processus révolutionnaires en cours et combat contre les formes d'intervention de notre impérialisme à l'étranger (intervention au sol, zone d'exclusion aérienne, fournitures d'armes, etc.)